

## La politique du FLNKS

### UN REPIT

De toute évidence l'accord est un répit dans le cadre d'un affrontement de plus en plus aigu, pouvant mener à la guerre généralisée.

Il manifeste deux aspects :

- D'une part la reconnaissance en tant que telle de la légitimité du combat pour l'indépendance, et la reconnaissance pour cela du FLNKS comme représentant politique de ce combat. Qu'à peine trois mois après avoir envisagé la dissolution du FLNKS, celui-ci signe un accord avec le RPCR sous l'égide du gouvernement n'est pas que le reflet du changement de majorité. La mobilisation contre le statut « Pons », jusqu'à l'action d'Ouvéa a porté ses fruits.
- Mais d'autre part, il manifeste la volonté d'une pause dans la mobilisation. Cela n'est pas critiquable en soi si l'objectif est clair, explicite, de refaire ses forces, de consolider politiquement pour ensuite poursuivre le combat pour l'indépendance véritable.

Il est vrai que l'action d'Ouvéa a placé la barre très haut, et que les conditions de conscience et d'organisation du peuple kanak n'étaient sans doute pas réunies pour poursuivre l'affrontement à ce niveau<sup>1</sup>. La reconnaissance étant obtenue, un accord pouvait être signé marquant une pause politique de renforcement.

Mais si répit il y a, ce n'est absolument pas dans ce sens. Tout d'abord, pour le FLNKS, la violence, la lutte armée n'est pas le moyen de l'indépendance mais le moyen de faire pression. Et si le résultat politique a été atteint, le coût humain (19 morts), qui lui n'était pas prévu, a horrifié. D'où un véritable traumatisme, qui montre aussi les limites de la discussion sur la non-violence. Ce qui explique aussi l'importance prise par **l'amnistie** et les prisonniers politiques, envers qui il y a une sorte de dette à payer, et pour lesquels on se soumet en conscience au chantage de l'impérialisme (voir article précédent).

Personne ne peut traiter à la légère la perte de vies humaines dans le combat pour la révolution ou pour l'indépendance. Il n'empêche **qu'elles sont inévitables**, dans la mesure où l'impérialisme impose sa domination par la violence, comme l'article de « Bwenando » le montre d'ailleurs fort bien. Il y a eu 57 morts kanaks depuis 1984. C'est beaucoup, mais c'est peu par rapport au chemin de l'indépendance.

Si le répit est nécessaire, ce n'est pas parce qu'il y a eu des morts, c'est parce que les conditions n'étaient pas réunies pour poursuivre à ce niveau.

### DANS LE CADRE DES INSTITUTIONS...

En fait, ce répit signé par le FLNKS s'inscrit dans une vision beaucoup plus large du chemin pour l'indépendance, résumée par une déclaration de Tjibaou : « Ce serait bien qu'à la veille du bicentenaire de sa Révolution et de la déclaration des droits de l'homme, la France célèbre sa première décolonisation réussie... » (Le Monde du 29/06/1988) ou par une autre de Rocard : « Réussir une décolonisation dans le cadre des institutions » (discours à Nouméa, le 26/08/1988).

Car c'est bien la stratégie du FLNKS, confirmée par les discussions que nous avons pu avoir. « On a choisi la voie de la décolonisation dans le cadre des institutions coloniales. On sait parfaitement que le gouvernement cherchera la voie néo-coloniale, mais le FLNKS est clair, n'en veut pas, et ce sera l'enjeu de ces 10 ans. Pour cela, il faut inverser la tendance où les blancs dominent, arriver à un partage des responsabilités aux plans économiques, politique, culturels ». D'où la proposition, et l'insistance sur les mesures d'accompagnement (voir article précédent)

---

<sup>1</sup> Il est significatif qu'à Ouvéa même, aujourd'hui, nombreux sont les habitants qui continuent à appeler Legorjus, le chef du GIGN, de son prénom Philippe !

Cette stratégie se double, assez logiquement, de l'affirmation du partage du pouvoir avec les colons, dans le cadre de l'indépendance, et le FLNKS fait le pari, durant ces 10 ans, de faire scissionner les colons en ralliant une partie d'entre eux à l'indépendance.

Qu'il y arrive n'est pas impossible d'ailleurs, avec cette stratégie. De toutes les façons, l'éternel problème n'est pas là, c'est la **nature** de l'indépendance. Si c'est pour avoir une Kanaky indépendante, comme le sont Gabon, Tchad, Côte d'Ivoire ou Djibouti, qu'y aura-t-il de changé **pour le peuple**, mis à part l'apparition d'une bourgeoisie kanake ?

Sous domination coloniale, et « dans le cadre des institutions », la préparation de l'indépendance, favorable au peuple kanak est vouée à l'échec. L'histoire l'a montré, l'exemple de la Kanaky s'apprête pourtant à suivre la même voie.

## LES MAINS LIEES

Plus grave encore, l'accord, et le référendum lient les mains à tous les indépendantistes n'acceptant pas le contenu de cet accord.

Tous les militants voulant poursuivre la mobilisation vont maintenant trouver, face à eux, un texte signé par le FLNKS, approuvé par référendum. De cette manière, dans la mesure où cet accord n'est pas seulement tactique, mais engage une voie **précise** vers l'indépendance, **il désarme déjà tous ceux qui refusent cette voie.**

## UNE VERITABLE INDEPENDANCE

D'ailleurs, l'accord provoque un sérieux malaise parmi les Kanaks, partageant tous les courants. Le FILK a annoncé son rejet de ce plan néo-colonial et son appel à l'abstention<sup>2</sup> – le PALIKA, s'il approuve l'accord, c'est essentiellement sur une base immédiate : « Nous, le minimum que nous demandons, c'est de faire sortir les gens de prison. Maintenant, si ce plan se met en œuvre, nous jugerons les choses qui se réaliseront (...) mais nous ne donnons pas de blanc-seing à qui que ce soit » (La dépêche Kanak N°119).

Même un haut responsable, comme Léopold Joralie, est très sceptique, envisageant d'appeler les Kanaks à l'abstention (Le Monde du 28/06/1988). Parmi les militants, le débat sur les mesures d'accompagnement, la possibilité d'arriver par ce chemin à l'indépendance va bon train.

C'est en tous cas une chose de sûre : l'accord et les dix ans à venir vont accélérer la contradiction au sein des Kanaks, entre ceux jouant la voie proposée, et donc à terme le maintien de la domination impérialiste française, et les autres actuellement incertains et à la recherche d'une autre voie.

Il est vrai que le processus de l'indépendance dans un petit pays tel la Kanaky, où les colons et les immigrés représentent la moitié de la population, pose de sérieux problèmes. Nous serions prétentieux à affirmer connaître la voie à suivre, d'autant plus que nous connaissons mal les réalités précises de la situation.

Mais l'histoire nous a appris quelques leçons :

- La lutte pour l'indépendance est **d'abord** une lutte politique **pour le pouvoir d'état**. La domination coloniale est telle que faute de ce pouvoir, le poids des institutions, des relations économiques impérialistes empêchera tout progrès. Le « ré-équilibre » économique ne peut être envisagé dans ce contexte.  
L'importance du secteur colonial en Kanaky n'efface pas cette leçon, même si elle rend la lutte plus difficile.
- La faiblesse numérique de la population kanake montre l'importance **des accords** avec d'autres fractions et couches sociales. Avant tout les ouvriers, français, wallisiens ou autres qui ont le même

---

<sup>2</sup> Rappelons en passant que le FULK n'est pas « l'officine des Libyens » comme se plaisent à l'affirmer médias et politiciens, mais une des premières organisations indépendantistes constituée en Kanaky, qui s'est prononcée dès 1975 pour l'indépendance.

ennemi, l'impérialisme français. D'où l'importance d'un projet socialiste, à côté des tâches nationales. C'est une voie contradictoire avec celle du FLNKS qui privilégie la voie nationale, la scission parmi les colons et se félicite du rejet des travailleurs wallisiens de l'USTKE (le syndicat indépendantiste).

C'est l'importance du lien avec la classe ouvrière de la métropole pour obtenir un soutien conséquent et donc l'importance de définir un projet anti-impérialiste, susceptible de remporter de soutien. C'est une voie contradictoire avec celle du FLNKS qui privilégie l'ONU, la reconnaissance internationale etc. dont on connaît les orientations !

- Il n'y aura pas d'indépendance véritable, au sens où nous l'avons abordé, sans lutte armée et violence révolutionnaire. Il est difficile aujourd'hui d'en prédire les formes, qui devront bien sûr tenir compte du rapport de forces et des conditions locales. Mais jamais l'impérialisme d'une part, les colons d'autre part, n'ont lâché aimablement le magot qu'ils ont entre les mains, s'ils n'ont pas, à côté, assuré leurs arrières.

C'est à partir de là que les indépendantistes kanaks doivent travailler, c'est dans ce sens que l'on prépare une indépendance véritable, un changement radical, politique et économique, en Kanaky.

## QUEL SOUTIEN ?

On l'a compris, nous ne retrouvons pas dans la voie actuelle suivie par le FLNKS. On peut nous juger « donneurs de leçons », prétentieux. Ce n'est pas le cas.

Nous ne prétendons pas définir la voie de l'indépendance **à la place des Kanaks**. Nous leur reconnaissons ce droit, **sans conditions**. Nous reconnaissons le FLNKS comme le représentant que le peuple kanak s'est choisi pour mener le combat, et nous respectons ses choix.

Mais comme anti-impérialistes, comme communistes ayant un projet, celui de l'abolition de l'exploitation, de la domination des peuples, de la suppression des frontières, nous défendons certains grands axes, et nous en combattons d'autres.

Pas par purisme, ou sectarisme. Mais parce que l'histoire de la lutte des peuples contre l'impérialisme depuis un siècle est riche d'enseignements, d'échecs à éviter. Parce que l'indépendance politique ne s'accompagne pas nécessairement d'indépendance réelle. Et que la poursuite de la domination impérialiste, sous une autre forme, on a déjà vu, et que ça nous concerne !

- Nous soutenons l'autodétermination du peuple kanak, et puisqu'il l'exige aujourd'hui, le droit à l'indépendance, sans conditions.
- Nous **reconnaissons** le FLNKS comme représentant du peuple kanak.
- Mas nous refusons de **soutenir** le FLNKS, dont le projet actuel, matérialisé autour du référendum, entraîne le peuple kanak, quoiqu'on en dise, vers une voie néo-coloniale.

A.D.